

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance relative à la circulation dans les bois et forêts", a donné le 20 décembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 juli 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie betreffende het verkeer in bossen en wouden", heeft op 20 december 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Les articles 184 à 195 en projet sont conçus comme ne s'appliquant qu'aux bois et forêts soumis au régime forestier, non à ceux qui appartiennent aux particuliers et auxquels ces articles peuvent seulement être rendus applicables par le Gouvernement avec l'accord des propriétaires (article 196). En outre, il résulte de l'abrogation, par l'article 197 en projet, des articles 165 et 166 du Code forestier - dispositions qui s'appliquent aussi bien aux bois et forêts des particuliers qu'à ceux qui sont soumis au régime forestier - que, dans les bois et forêts des particuliers, les comportements visés par ces dispositions ne sont plus punissables.

La distinction ainsi opérée paraît critiquable. En effet, si les auteurs du projet entendent protéger et favoriser le rôle écologique et social des bois et des forêts, on n'aperçoit pas sur quel critère, en rapport avec le but ainsi poursuivi, cette distinction pourrait se fonder. La circonstance que les bois et forêts appartiennent à des personnes de droit public ou à des personnes de droit privé est, à cet égard, sans pertinence.

Certes, comme on vient de l'observer, l'article 196 en projet prévoit que "le Gouvernement peut, moyennant l'accord du propriétaire, étendre les dispositions des articles 184 à 195 aux propriétés privées". Toutefois, compte tenu des objectifs poursuivis par l'ordonnance en projet, il ne peut être admis que l'extension éventuelle des règles envisagées et, donc, de la répression pénale destinée

.../...

à en assurer le respect, au lieu de se faire au profit des bois et forêts des particuliers en général, ne soit que partielle et dépende de l'accord du propriétaire.

Le projet doit être revu pour tenir compte de cette observation.

2. L'ordonnance en projet ne peut être envisagée sans tenir compte d'autres dispositions que celles du Code forestier.

Ainsi, l'article 3 des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière prévoit la possibilité d'arrêter des règlements complémentaires de police de la circulation routière relatifs "aux routes et chemins forestiers, ouverts à la circulation publique, situés dans les forêts de l'Etat (lire aujourd'hui : de la Région), les réserves naturelles ou forestières". Selon les termes utilisés à l'époque où cette disposition fut adoptée, lesdits règlements sont arrêtés par "le Ministre de l'Agriculture", après avis des conseils communaux intéressés ou, lorsqu'il s'agit de communes faisant partie d'ensembles de communes visés à l'article 7, alinéa 1er, des lois coordonnées, après avis des commissions consultatives intéressées; en cas d'abstention du "Ministre", les règlements sont arrêtés par les conseils communaux et soumis à l'approbation du "Ministre". Du fait que la Région est désormais compétente pour les forêts (article 6, § 1er, III, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) et pour la protection et la conservation de la

.../...

nature (article 6, § 1er, III, 2°, de la même loi), il ne fait guère de doute que la disposition prévoyant ces règlements complémentaires entre dans la compétence de la Région et que, en conséquence, les compétences attribuées au Ministre de l'Agriculture doivent être exercées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par ailleurs, les articles 12 et 13 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature habilite "le Ministre de l'Agriculture" (lire aujourd'hui : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale) à établir les règlements relatifs à la circulation dans les réserves naturelles en dehors des routes et chemins ouverts à la circulation publique, ainsi que les règlements de surveillance et de police des réserves naturelles. En application de ces articles, a été adopté l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique; l'article 5 de cet arrêté a été rendu applicable dans les réserves naturelles agréées, en vertu de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 octobre 1990 concernant l'agrément et le subventionnement de réserves naturelles.

Enfin les articles 23 et 24 de la loi précitée du 12 juillet 1973 permettent l'adoption de mesures réglementant la circulation dans les réserves forestières. Les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 établissant le règlement de gestion des réserves forestières contiennent des dispositions en cette matière.

.../...

Compte tenu de l'existence de ces textes, il conviendrait que les auteurs de l'avant-projet :

- a) précisent si et dans quelle mesure l'ordonnance en projet s'applique aux territoires dans lesquels la circulation est déjà régie par des dispositions particulières;
- b) déterminent le sort à réserver aux textes précités, à la suite de l'adoption de l'ordonnance.

3. Plusieurs dispositions en projet interdisent des activités déterminées en dehors des "routes et chemins ordinaires".

En vertu de l'article 195, 1^o, le Gouvernement est chargé de déterminer les routes et chemins ordinaires.

La notion de "routes et chemins ordinaires" est utilisée par les articles 165 et 166 du Code forestier, que l'ordonnance en projet prévoit d'abroger. Comme le relève l'exposé des motifs, la jurisprudence entend par là "les chemins publics, à l'exclusion de ceux qui sont établis pour le service intérieur des forêts" (1).

Le seul fait que l'administration forestière tolère la fréquentation habituelle d'une allée construite pour le service de la forêt ne suffit pas à en faire un

(1) Cass., 3 août 1896, Pas., 1896, I, p. 256; 25 mars 1912, Pas., 1912, I, p. 180; 10 mai 1971, Pas., 1971, I, p. 826.

chemin ordinaire (1). Il en va de même d'un chemin aménagé par l'administration forestière de manière à former une voie de promenade pour l'agrément du public (2).

Or, selon les explications du délégué du Gouvernement, les auteurs de l'avant-projet entendent viser toutes les voies accessibles au public et qui sont fréquentées par lui.

Compte tenu de la précision qui vient d'être apportée à propos de la notion de "routes et chemins ordinaires", il n'apparaît pas que cette notion exprime l'intention des auteurs du projet. Mieux vaut, dès lors, utiliser une autre notion, par exemple celle de "voie ouverte à la circulation du public", qui définit ce qu'il y a lieu d'entendre par voie publique au sens de la législation relative à la police de la circulation routière (3).

Le projet doit être revu pour tenir compte de cette observation.

(1) Cass., 3 août 1896, précité.

(2) J. ET Y. DELARUWIERE, "Code forestier", in Les Nouvelles, Code de la route, Codes rural, forestier, chasse et pêche, Larcier, 1938, n° 354; J.M. QUINTIN, "La voie publique et la police de la circulation routière", J.T., 1956, pp. 417 et sv., p. 419.

(3) Voir les décisions citées dans les chroniques de jurisprudence relatives à la circulation routière, de J. CLOSSET-COPPIN (J.T., 1978, pp. 217 et sv., p. 217), de J. CLOSSET-COPPIN et B. GODAERT (J.T., 1984, pp. 337 et sv.) et de D. de CALLATAY (J.T., 1990, pp. 205 et sv., pp. 207-208); lire également J.M. QUINTIN, "La voie publique et la police de la circulation routière", op. cit.; A. SIMONET, "Les notions de "voie publique" et de "lieu public" dans la réglementation de la circulation routière", J.T., 1978, pp. 341 et sv.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Ordonnance modifiant le Code forestier, en ce qui concerne les bois et forêts en général dans la Région de Bruxelles-Capitale".

Proposant.

On écrira, dans le texte français "Sur la proposition ..."; par ailleurs, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.Article 2.

L'ordonnance en projet entend insérer dans le Code forestier un Titre XIV contenant des dispositions particulières en ce qui concerne la Région bruxelloise. Mieux vaudrait introduire ces dispositions particulières sous un Titre Xbis intitulé :

.../...

"TITRE Xbis

De la circulation dans les bois et forêts en général
dans la Région de Bruxelles-Capitale".

En conséquence, la numérotation des dispositions
en projet doit être adaptée : article 119bis, 119ter etc.

D'autre part, mieux vaudrait diviser l'avant-
projet, comme c'est le cas pour le Code forestier, en
sections plutôt qu'en chapitres.

Par ailleurs, le texte néerlandais devrait être
rédigé en tenant compte des observations faites dans la
version néerlandaise du présent avis.

Articles 184 à 186 en projet.

1. A l'article 184, alinéa 2, en projet, compte
tenu des explications du délégué du Gouvernement, il faut
écrire : "... dans les cours d'eau et dans les pièces
d'eau".

2. A l'article 185 en projet, de l'accord du
délégué du Gouvernement et pour refléter plus exactement
l'intention des auteurs de l'avant-projet, on remplacera les
mots "tout instrument sonore dans les bois et forêts" par
les mots "tout instrument sonore troublant le calme des bois
et forêts ou la faune sauvage".

.../...

3. Compte tenu des lieux auxquels il s'applique, l'article 186, alinéa 1er, doit être inséré dans la section II.

En outre, cet article prévoit, en son alinéa 1er, une sanction pénale à charge de "quiconque sera trouvé dans les bois et forêts soumis au régime forestier, en dehors des routes et chemins ordinaires une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure précédant le lever du soleil".

La justification fournie par l'exposé des motifs à pareille disposition n'est guère convaincante. Il y aurait lieu de justifier, par des motifs plus adéquats, l'interdiction d'adopter, pendant la nuit, un comportement permis pendant le jour.

4. Comme la même peine est prévue pour tous les comportements que les articles 184 à 186 érigent en infraction, mieux vaut grouper ces articles en un seul, rédigé comme suit :

"Seront punis d'une amende de vingt à cinquante francs :

- 1° ceux qui ... (voir article 184, alinéa 1er);
- 2° ceux qui ... (voir article 184, alinéa 2);
- 3° ceux qui ... (voir article 185);
- 4° ceux qui ... (voir article 186, alinéa 2)".

.../...

Article 187 en projet.

La notion d'"activité de groupe" doit être définie, faute de quoi elle trouverait à s'appliquer à toute activité exercée en commun par deux personnes au moins, ce qui excéderait probablement l'intention des auteurs de l'avant-projet.

Article 190 en projet.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Sera puni d'une amende de vingt à cinquante francs quiconque circulera au moyen d'un cycle ou de skis en dehors des ... (voir l'observation générale n° 3)".

Article 191 en projet.

Mieux vaut remplacer les mots "spécialement destinées à ces usages" par les mots "déterminées par le Gouvernement en vertu de l'article (195, 3°)".

Chapitre IV en projet (devenant section IV).

Les deux dispositions que contient ce chapitre, devenant la section IV, s'appliquent, non seulement aux zones de quiétude, mais aussi aux réserves naturelles, cette expression désignant, selon les explications du délégué du

.../...

Gouvernement, les territoires érigés en réserves naturelles en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Il est rappelé que la circulation dans les réserves naturelles est régie par d'autres dispositions dont il convient de tenir compte. Il est renvoyé, à cet égard, à l'observation générale n° 2.

Si les auteurs de l'avant-projet maintiennent leur intention de prévoir l'application du chapitre IV, devenant la section IV, dans les réserves naturelles, l'intitulé de ce chapitre doit être complété en ce sens. En outre, d'une part, il convient de préciser que sont visées les réserves naturelles au sens de la loi précitée du 12 juillet 1973 et, d'autre part, à l'article 192, le mot "régionales" doit être omis.

Par ailleurs, il serait préférable d'écrire aux articles 192 et 193 en projet "zone de quiétude visée à l'article (195, 2°)".

Chapitre V (devenant section V).

Il serait préférable d'écrire :

"Section V. - Dispositions diverses".

.../...

Article 194 en projet.

1. Dans les trois alinéas, la référence à l'article 194 est erronée et doit être corrigée.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 2, le mot "régionale" doit être omis.

En outre, le texte doit déterminer l'autorité chargée de délivrer l'autorisation et énumérer, de manière exhaustive, les motifs pour lesquels des autorisations peuvent être accordées.

4. A l'alinéa 3, mieux vaut écrire :

"... ne s'appliquent pas aux membres du personnel de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, agissant en cette qualité".

Article 195 en projet.

1. En ce qui concerne la détermination des routes, des chemins ordinaires, des zones de quiétude et des pistes, il est rappelé que le pouvoir reconnu à la Région de

.../...

Bruxelles-Capitale ne peut empiéter sur la compétence de l'autorité fédérale d'édicter les règles générales relatives à la circulation routière (1).

2. En ce qui concerne la détermination des routes et chemins ordinaires, il est renvoyé à l'observation générale n° 3.

3. Il ressort de l'exposé des motifs que les auteurs de l'avant-projet entendent habiliter le Gouvernement, non seulement à délimiter les lieux qui sont mentionnés, mais aussi à préciser "les modalités d'usage des voiries, des zones de quiétude et de jeux".

Le texte en projet n'énonce pas une telle habilitation. En outre, il ne fait nullement mention de "zones de jeux".

4. Enfin, il s'impose :

a) que les décisions du Gouvernement délimitant les zones de quiétudes et les pistes soient publiées au Moniteur belge,

(1) Article 6, § 4, 3° loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

b) qu'au surplus, une signalisation permette à l'utilisateur de se rendre compte qu'il pénètre dans une de ces zones ou sur une de ces pistes.

La disposition en projet doit être revue pour tenir compte des observations qui viennent d'être faites à son sujet.

Article 197 en projet.

Il est préférable d'abroger expressément les articles 165 et 166 du Code forestier.

Cette disposition deviendrait, dès lors, l'article 3 de l'avant-projet, rédigé comme suit :

"Art. 3. Les articles 165 et 166 du même Code sont abrogés".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De ontworpen artikelen 184 tot 195 zijn zo opgevat dat zij alleen toepassing vinden op de bossen die onder de bosregeling vallen, niet op die welke toebehoren aan particulieren en waarop deze artikelen slechts toepasselijk kunnen worden verklaard door de Regering, met instemming van de eigenaars (artikel 196). Bovendien volgt uit de opheffing, bij het ontworpen artikel 197, van de artikelen 165 en 166 van het Boswetboek - welke bepalingen zowel van toepassing zijn op de bossen van particulieren als op die welke onder de bosregeling vallen - dat in de bossen van particulieren de in die bepalingen bedoelde gedragingen niet langer strafbaar zijn.

Het aldus gemaakte onderscheid lijkt voor kritiek vatbaar. Indien de stellers van het ontwerp de ecologische en sociale rol van de bossen beogen te beschermen en bevorderen, is het immers niet duidelijk aan de hand van welk criterium, dat in verband staat met het aldus beoogde doel, dat onderscheid zou kunnen worden gemaakt. De omstandigheid dat de bossen toebehoren aan publiekrechtelijke of aan privaatrechtelijke rechtspersonen doet in dat opzicht niets ter zake.

Zoals er zoëven op is gewezen bepaalt het ontworpen artikel 196 weliswaar dat "mits de toestemming van de eigenaar, (...) de Regering de bepalingen van de artikelen 184 tot 195 (kan) uitbreiden tot private eigendommen". Gelet op de door de ontworpen ordonnantie beoogde doelstellingen, gaat het evenwel niet op dat de eventuele uitbreiding van de beschouwde regels, en dus van de strafmaatregelen bestemd om te zorgen voor de inachtneming ervan, in

.../...

plaats dat zij geschiedt ten behoeve van alle bossen van particulieren, slechts gedeeltelijk is en afhangt van de instemming van de eigenaar.

Het ontwerp moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerking.

2. De ontworpen ordonnantie is niet denkbaar zonder rekening te houden met andere bepalingen dan die van het Boswetboek.

Zo voorziet artikel 3 van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer in de mogelijkheid om aanvullende reglementen van politie over het wegverkeer vast te stellen met betrekking tot "voor het openbaar verkeer openstaande wegen in Staatsbossen (lees thans : bossen van het Gewest), natuur- en bosreservaten". Volgens de bewoordingen die werden gebruikt toen deze bepaling werd goedgekeurd, worden de genoemde reglementen vastgesteld door "de Minister van Landbouw", na advies van de betrokken gemeenteraden of, wanneer het gaat om gemeenten die deel uitmaken van groepen van gemeenten als bedoeld in artikel 7, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, na advies van de betrokken raadgevende commissies; indien de "Minister" nalaat op te treden, worden de reglementen vastgesteld door de gemeenteraden en ter goedkeuring voorgelegd aan de "Minister". Doordat het Gewest nu bevoegd is voor de bossen (artikel 6, § 1, III, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) en voor de natuurbescherming en het natuurbehoud (artikel 6, § 1, III, 2°, van dezelfde wet), lijdt het nauwelijks twijfel dat de bepaling die voorziet in die

.../...

aanvullende reglementen tot de bevoegdheid van het Gewest behoort en dat bijgevolg de aan de Minister van Landbouw opgedragen bevoegdheden moeten worden uitgeoefend door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Bovendien wordt "de Minister van Landbouw" (lees thans : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering) bij de artikelen 12 en 13 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud gemachtigd reglementen uit te vaardigen betreffende het verkeer in de natuurreservaten buiten de wegen die voor openbaar verkeer openstaan, alsmede reglementen betreffende de bewaking van en de politie over de natuurreservaten. Met toepassing van die artikelen is het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 goedgekeurd houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan; artikel 5 van dat besluit is toepasselijk verklaard op de erkende natuurreservaten, krachtens artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 oktober 1990 inzake erkenning en subsidiëring van natuurreservaten.

De artikelen 23 en 24 van de voormelde wet van 12 juli 1973 ten slotte, maken het mogelijk maatregelen aan te nemen inzake regeling van het verkeer in de bosreservaten. De artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende vaststelling van het beheersreglement der bosreservaten bevatten bepalingen ter zake.

Gelet op het bestaan van die teksten dienen de stellers van het voorontwerp :

.../...

- a) duidelijk te maken of en in hoeverre de ontworpen ordonnantie van toepassing is op de grondgebieden waar het verkeer reeds is geregeld door bijzondere bepalingen;
- b) te bepalen wat er met de voormelde teksten zal gebeuren na de goedkeuring van de ordonnantie.

3. In verscheidene ontworpen bepalingen worden bepaalde activiteiten verboden buiten de "gewone wegen en paden".

Krachtens artikel 195, 1^o, wordt de regering belast met het bepalen van de gewone wegen en paden.

Het begrip "gewone wegen" wordt gebruikt in de artikelen 165 en 166 van het Boswetboek, in de opheffing waarvan de ontworpen ordonnantie voorziet. Zoals er in de memorie van toelichting op wordt gewezen bedoelt de rechtspraak daarmee "de openbare wegen, met uitsluiting van de wegen aangelegd voor de inwendige dienstverrichtingen in bossen" (1).

Het feit alleen dat het bosbeheer duldt dat het publiek gewoonlijk gebruik maakt van een voor de bosdienst aangelegd pad, volstaat niet om er een gewone weg van te

(1) Cass. 3 augustus 1896, Pas., 1896, I, blz. 256; 25 maart 1912, Pas., 1912, I, blz. 180; 10 mei 1971, Arr. Cass., 1971, blz. 894.

maken (1). Dit geldt evenzo voor een weg die door het bosbeheer is aangelegd als wandelweg voor het publiek (2).

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering evenwel, doelen de stellers van het voorontwerp op alle voor het publiek toegankelijke en door dit publiek gebruikte wegen.

Gelet op de nadere inlichtingen die zijn verstrekt in verband met het begrip "gewone wegen" lijkt dit begrip de bedoeling van de stellers van het ontwerp niet weer te geven. Het zou bijgevolg beter zijn een ander begrip te gebruiken, bij voorbeeld het begrip "voor het publiek toegankelijke weg", waarin omschreven wordt wat dient te worden verstaan onder openbare weg in de zin van de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer (3).

Het ontwerp moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerking.

(1) Cass., 3 augustus 1896, voormeld.

(2) J. EN Y. DELARUWIERE, "Code forestier", in Les Nouvelles, Code de la route, Codes rural, forestier, chasse et pêche, Larcier, 1938, nr. 354; J.M. QUINTIN, "La voie publique et la police de la circulation routière", J.T., 1956, blz. 417 e.v., blz. 419.

(3) Zie de beslissingen aangehaald in de rechtspraak betreffende het wegverkeer, van J. CLOSSET-COPPIN (J.T., 1978, blz. 217 e.v., blz. 217), van J. CLOSSET-COPPIN en B. GODAERT (J.T., 1984, blz. 337 e.v.) en van D. de CALATTAY (J.T., 1990, blz. 205 e.v., blz. 207-208); lees eveneens J.M. QUINTIN, "La voie publique et la police de la circulation routière", op. cit.; A. SIMONET, "Les notions de "voie publique" et de "lieu public" dans la réglementation de la circulation routière", J.T., 1978, blz. 341 e.v.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ordonnantie tot wijziging van het Boswetboek wat betreft alle bossen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Voordrachtformulier.

Men schrijve in de Franse tekst "Sur la proposition ..."; overigens schrijve men in de Nederlandse tekst "Op de voordracht van ...".

Bepalend gedeelte.Artikel 2.

De ontworpen ordonnantie strekt ertoe in het Boswetboek een Titel XIV in te voegen met bijzondere bepalingen wat het Brusselse Gewest betreft. Deze bijzondere bepalingen kunnen beter worden ondergebracht in een Titel Xbis met het volgende opschrift :

"TITEL Xbis.

Het verkeer in alle bossen van het Brusselse
Hoofdstedelijk Gewest".

.../...

Bijgevolg moet de nummering van de ontworpen bepalingen worden aangepast : artikel 119bis, 119ter, enz.

Bovendien verdient het aanbeveling het voorontwerp, zoals het Boswetboek, in te delen in afdelingen en niet in hoofdstukken.

Voorts wordt voorgesteld om in het ontwerp de woorden "die onder de bosregeling ressorteren" en "zones" steeds te vervangen door respectievelijk "die onder de bosregeling vallen" en "gebieden".

Bovendien schrijve men steeds "Hij die" in plaats van "Wie".

De ontworpen artikelen 184 tot 186.

1. Rekening houdend met de uitleg van de gemachtigde van de Regering, moet in het ontworpen artikel 184, tweede lid, "... in de waterlopen en waterpartijen" worden geschreven.

2. Met instemming van de gemachtigde van de Regering en om de bedoeling van de stellers van het voorontwerp beter weer te geven, vervange men in het ontworpen artikel 185 de woorden "Wie in de bossen en wouden gebruik maakt van geluidsinstrumenten" door de woorden "Hij die met geluidsinstrumenten de rust van de bossen of in het wild levende dieren verstoort".

.../...

3. Wegens de plaatsen waarop het van toepassing is, moet artikel 186, eerste lid, bij afdeling twee worden ondergebracht.

Bovendien legt dat eerste lid een strafmaatregel op aan "wie in de bossen en wouden die onder de bosregeling ressorteren, vanaf een half uur na zonsondergang tot een half uur voor zonsopgang buiten de gewone wegen en paden aangetroffen wordt".

De rechtvaardiging die in de memorie van toelichting voor deze bepaling wordt gegeven, is weinig overtuigend. Het verbod om bij nacht een gedrag te vertonen, dat overdag is toegestaan, zou door passender motieven gerechtvaardigd moeten worden.

4. Aangezien dezelfde straf wordt opgelegd voor alle gedragingen die in de artikelen 184 tot 186 als een strafbaar feit worden beschouwd, zou men er beter aan doen deze artikelen in één enkel, als volgt luidend, artikel samen te brengen :

"Met geldboete van 20 tot 50 frank wordt gestraft :

- 1° hij die ... (zie artikel 184, eerste lid);
- 2° hij die ... (zie artikel 184, tweede lid);
- 3° hij die ... (zie artikel 185);
- 4° hij die ... (zie artikel 186, tweede lid).

.../...

Het ontworpen artikel 187.

Het begrip "groepsactiviteit" moet nader worden bepaald, zoniet zou het van toepassing zijn op elke gezamenlijke activiteit van minstens twee personen, wat vermoedelijk niet in de bedoeling ligt van de stellers van het voorontwerp.

Het ontworpen artikel 190.

De bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Met geldboete van 20 tot 50 frank wordt gestraft hij die buiten ... fietst of langlauft (zie ook de algemene opmerking nr. 3)".

Het ontworpen artikel 191.

Men vervange de woorden "de daarvoor bestemde paden" door de woorden "de door de Regering krachtens artikel (195, 3^o) bepaalde paden".

Het ontworpen hoofdstuk IV (dat afdeling IV wordt).

De twee bepalingen van dit hoofdstuk, dat afdeling IV wordt, zijn niet alleen van toepassing op de rustige gebieden maar ook op de natuurreservaten. Onder natuurreservaten worden, volgens de uitleg van de gemach-

.../...

tigde van de Regering, de gebieden verstaan die krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud als natuurreservaat worden beschouwd.

Er wordt aan herinnerd dat het betreden van natuurreservaten wordt geregeld door andere bepalingen, waarmee rekening moet worden gehouden. In dit opzicht wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 2.

Als de stellers van het voorontwerp vasthouden aan hun voornemen om hoofdstuk IV, dat afdeling IV wordt, toe te passen in de natuurreservaten, moet het opschrift van dat hoofdstuk in die zin worden aangepast. Bovendien moet enerzijds worden gepreciseerd dat de natuurreservaten in de zin van de voormelde wet van 12 juli 1973 bedoeld zijn en moet anderzijds in artikel 192 het woord "gewestelijke" worden weggelaten.

Bovendien zou het verkieslijk zijn in de ontworpen artikelen 192 en 193 "de rustige gebieden bedoeld in artikel (195, 2°)" te schrijven.

Hoofdstuk V (dat afdeling V wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Afdeling V. - Diverse bepalingen".

.../...

Het ontworpen artikel 194.

1. In de drie leden is de verwijzing naar artikel 194 onjuist; zij moet worden verbeterd.

2. In het eerste lid schrijve men : "het bos beheren" in plaats van "instaan voor het bosbeheer".

3. In het tweede lid moet het woord "gewestelijke" vervallen.

Bovendien moet de tekst de overheid bepalen die de vergunning uitreikt en een volledige lijst bevatten van de voorwaarden voor de uitreiking van de vergunningen.

4. In het derde lid zou het beter zijn te schrijven :

"... zijn niet van toepassing op de personeelsleden van de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij in de uitoefening van hun functie".

Het ontworpen artikel 195.

1. Inzake het bepalen van de gewone wegen, de rustige gebieden en de paden, wordt eraan herinnerd dat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zich niet mag begeven op het

.../...

bevoegdheidsterrein van de federale overheid om de algemene regelen betreffende het wegverkeer vast te leggen (1).

2. Wat het bepalen van de gewone wegen betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 3.

3. Uit de memorie van toelichting blijkt dat de stellers van het voorontwerp de Regering niet alleen bevoegd willen maken om de vermelde plaatsen af te bakenen maar ook om de "voorwaarden voor het gebruik van het wegennet, de rustige zones en de speelruimten" vast te leggen.

De ontworpen tekst vermeldt een zodanige bevoegdheid niet. Bovendien is er nergens sprake van "speelruimten".

4. Ten slotte is het nodig :

- a) de beslissingen van de Regering tot afbakening van de rustige gebieden en de paden in het Belgisch Staatsblad bekend te maken,
- b) dat het publiek bovendien door een goede bewegwijzering kan vaststellen dat het zich in die gebieden of op die paden begeeft.

(1) Artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De ontworpen bepaling moet worden herzien om rekening te houden met de opmerkingen die in verband ermee zijn gemaakt.

Het ontworpen artikel 197.

Het is verkieslijk de artikelen 165 en 166 van het Boswetboek uitdrukkelijk op te heffen.

Die bepaling zou dan ook het als volgt luidend artikel 3 van het voorontwerp worden :

"Art. 3. De artikelen 165 en 166 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.